



HAL
open science

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865))

Samuel Hayat

► **To cite this version:**

Samuel Hayat. Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865)). Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza (ed.), Histoire globale des socialismes, PUF, 2021. halshs-03508336

HAL Id: halshs-03508336

<https://shs.hal.science/halshs-03508336v1>

Submitted on 3 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865)

Né à Besançon le 15 janvier 1809, Pierre-Joseph Proudhon est un des fondateurs de la doctrine anarchiste. Si son anarchisme est traversé de considérations morales, il est aussi un des premiers socialistes à s'appuyer sur la science économique pour critiquer le capitalisme. Brièvement engagé en politique sous la Seconde République, il mène l'essentiel de son parcours intellectuel en solitaire, tout en exerçant une influence à distance sur une partie du mouvement ouvrier français. Après sa mort, il se trouve revendiqué comme influence majeure par nombre d'anarchistes, mais aussi par des fédéralistes, des syndicalistes révolutionnaires ou des nationalistes.

Un jeune travailleur et un théoricien socialiste autodidacte

Né cinquième enfant d'un père tonnelier et d'une mère cuisinière, Pierre-Joseph Proudhon connaît une enfance marquée par la pauvreté et le travail – une origine populaire qu'il ne cesse de mettre en avant. Après une éducation primaire, il obtient une bourse au collège de Besançon, mais doit abandonner précocement ses études et devient ouvrier typographe à 18 ans, puis prote et enfin imprimeur. En 1838, après une candidature où il souligne son origine ouvrière et dit vouloir se consacrer à « l'amélioration morale et intellectuelle » de ses « frères », il obtient de l'Académie de Besançon une pension de trois ans qui lui permet de s'installer à Paris et de s'engager à temps plein dans l'écriture. Il publie un mémoire sur la célébration du dimanche en 1839, puis trois mémoires sur la propriété en 1840, 1841 et 1842. Dans le premier, qui contient la phrase « la propriété, c'est le vol », il se déclare anarchiste, annonce l'avènement d'un « socialisme scientifique » et pose les fondements d'une théorie économique de l'exploitation. Le cœur du système propriétaire, selon Proudhon, repose en effet sur une injustice : le capitaliste paie les ouvriers individuellement pour leur travail, mais il obtient le produit du travail effectué collectivement, plus élevé que la somme du travail individuel. Ce « produit social », le capitaliste se l'accapare indûment, par une « erreur de compte » qui est, en réalité, un vol. Cet ouvrage est désavoué par l'Académie de Besançon, et Proudhon n'évite les poursuites pénales que grâce à l'économiste libéral Alphonse Blanqui.

A l'expiration de sa bourse, Proudhon publie un ouvrage métaphysique, *De la Création de l'ordre dans l'humanité* (1843) qui ne connaît pas de réel écho, et il quitte Paris pour Lyon, où il devient commis-batelier dans une entreprise de transport fluvial. Dans les années qui suivent, il fréquente à la fois les milieux mutualistes lyonnais et divers penseurs socialistes, dont Michel Bakounine, Pierre Leroux, Louis Blanc, Karl Grün et Karl Marx. Ce dernier avait apprécié le premier mémoire sur la propriété, le qualifiant de « manifeste scientifique du prolétariat français », mais il se brouille avec Proudhon après que celui-ci eut refusé de collaborer à un projet de réseau des socialistes européens. En octobre 1846, le Bisontin publie son *Système des contradictions économiques, ou Philosophie de la misère*, où il met en pratique sa conception de la dialectique en développant une série d'antinomies (entre valeur en utilité et valeur en échange, entre propriété et communauté...). L'ouvrage ne rencontre pas plus le succès que le précédent, et vaut à Proudhon une réponse acerbe de Marx par la brochure *Misère de la philosophie*. Installé à nouveau à Paris en 1847, Proudhon se lance dans la rédaction de plusieurs nouveaux ouvrages, et, sollicité par le républicain Victor Pilhes, il s'engage dans le projet éditorial avorté du journal *Le Peuple*. Alors que la campagne en faveur d'une réforme électorale prend de l'ampleur, Proudhon entend défendre une perspective différente, fondée sur la « révolution économique », la « bataille du travail contre le capital » (lettre du 24 octobre 1847), qui doit être menée par l'association économique des travailleurs.

Proudhon révolutionnaire : journaliste, député et militant

Notice parue dans Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza (ed.), Histoire globale des socialismes, PUF, p. 984-993

L'insurrection de février 1848 prend Proudhon par surprise, et le trouve d'abord critique vis-à-vis de cette révolution faite « sans idée », ayant à sa tête des « blagueurs de première force, mais d'une incapacité rare » (lettre du 25 février 1848). Il commence alors à publier sa *Solution du problème social* en plusieurs brochures à partir de mars 1848, dont les premières consistent en une critique du gouvernement et de la démocratie. Avec la brochure *Organisation du crédit et de la circulation et solution du problème social* il propose sa solution positive : obtenir une baisse générale des prix, et surtout établir une banque d'échange pour les travailleurs. Celle-ci est au cœur de la révolution économique (et pacifique) qu'il appelle de ses vœux : il s'agit de mettre en circulation une monnaie qui, au lieu d'être gagée sur le capital, le serait sur le travail, et dont il serait fait crédit gratuitement aux travailleurs.

Cette brochure est publiée comme une série d'articles dans *Le Représentant du Peuple* du 6 au 12 avril 1848. Ce journal paraît comme quotidien à partir du 1^{er} avril 1848, avec comme gérant le typographe lyonnais Louis Vasbenter, comme sous-titre « Journal quotidien des travailleurs » et comme devise « Qu'est-ce que le producteur ? Rien ! Que doit-il être ? Tout ». Proudhon s'y associe à partir du 19 avril 1848. Dans les semaines qui suivent, il publie dans le journal au moins un texte par semaine, alternant entre les prises de position politiques et les projets de réforme économique centrés sur la banque d'échange. Resté jusque là peu connu en dehors des cercles économistes et socialistes, ses articles souvent virulents lui donnent une visibilité nouvelle et rapide, en particulier parmi les ouvriers, auxquels le journal est destiné. Les articles de Proudhon tranchent avec ceux des autres républicains radicaux et des socialistes de son temps : Il défend une révolution sociale et économique plutôt que politique, il mène une critique radicale du suffrage dit universel, il développe une position pacifiste en matière internationale, et à contrepied de l'exaltation lyrique de la fraternité, il prédit dans ses articles la venue prochaine de la guerre civile. Début juin 1848, il annonce une série d'adhésions à la Banque d'échange – sans le consentement des intéressés, qui réagissent par des articles, auxquels il répond, mettant ainsi sa proposition, et sa propre personne, au centre du débat politique.

Aboutissement de cette trajectoire, Proudhon est élu député de la Seine à l'Assemblée constituante à la faveur d'une élection complémentaire le 5 juin 1848. Il s'engage au Comité des Finances, tout en continuant à batailler pour la banque d'échange. Pendant ce temps, la colère monte dans les rues parisiennes, alors que le mouvement révolutionnaire s'est trouvé décapité après la manifestation du 15 mai, qui a vu l'Assemblée constituante envahie. La menace d'une dissolution des ateliers nationaux, de l'arrestation de leurs délégués et du renvoi hors de Paris ou de l'enrôlement militaire de tous les ouvriers sans travail conduit au soulèvement du 23 juin 1848. Pendant les événements, Proudhon parcourt les barricades. A l'issue de l'insurrection, l'état de siège, la répression, la sidération, et bientôt le rétablissement du cautionnement pour les journaux, imposent le silence aux révolutionnaires. Le 28 juin, l'Assemblée nationale vote une proclamation officielle annonçant que « l'anarchie est vaincue » et que la France « repousse avec horreur ces doctrines sauvages où la famille n'est qu'un nom et la propriété un vol » – une référence directe au Bisontin. Mais alors que la presse multiplie les attaques, Proudhon fait paraître le 5 juillet dans le *Représentant du Peuple* une lettre désignant les insurgés comme des victimes de l'insurrection autant que les défenseurs de l'ordre, et disant que « si le droit était de ce côté-ci des barricades, il était aussi de ce côté-là ». Deux jours plus tard, revenant sur le terrain économique, il publie un article intitulé « Le 15 juillet », demandant la réduction d'un tiers de tous les loyers et toutes les dettes, invitant le peuple à déposer une pétition à l'Assemblée « qui soit, non pas une supplique, mais un ordre ». Jugé comme mettant en péril la propriété, l'article vaut au *Représentant du Peuple* d'être suspendu. Proudhon transforme alors sa pétition en projet de loi pour un impôt d'un tiers sur les revenus de la propriété. Le 31 juillet, il prononce un discours fleuve dans lequel il se livre à une défense du socialisme et du prolétariat, provoquant de multiples protestations et donnant lieu à une condamnation unanime – seul le canut lyonnais Greppo vote avec lui. Ce discours, le plus important qu'ait prononcé Proudhon à l'Assemblée, est immédiatement publié dans de multiples brochures, dont un tiré à part du *Moniteur*

Notice parue dans Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza (ed.), Histoire globale des socialismes, PUF, p. 984-993

à 100 000 exemplaires. S'achevant par « Les juifs ne reviendront pas, je le leur défends » (remplacé par « Le capital ne reviendra pas » quand Proudhon fera le récit de l'événement dans les *Confessions*), il participe aussi à perpétuer et diffuser l'assimilation antisémite entre Juifs et capitalisme.

Le *Représentant du Peuple* paraît à nouveau à partir du 9 août 1848, et Proudhon recommence à y écrire des articles, visant en particulier le parti du journal *Le National*, les républicains conservateurs alors majoritaires à l'Assemblée. Ces articles valent au *Représentant du Peuple* d'être saisi à plusieurs reprises, puis définitivement suspendu par le gouvernement le 21 août. Dès septembre, Proudhon lance un nouveau journal, *Le Peuple*, sous-titré « journal de la République démocratique et sociale », dont le gérant est Georges Duchêne. Alors que la plupart des voix socialistes sont en exil ou interdites par le gouvernement, *Le Peuple* devient bientôt le point de ralliement de tous ceux qui, se reconnaissant dans la République démocratique et sociale, refusent néanmoins l'entreprise politique des Montagnards et de Ledru-Rollin, que l'on appelle bientôt les démocrates-socialistes. Deux projets portés par le *Peuple* attirent en particulier une partie du mouvement ouvrier. Le premier est la candidature à l'élection présidentielle de François Raspail, populaire médecin républicain en prison depuis le 15 mai, candidature de protestation contre l'institution de la présidence. Le deuxième projet unificateur est la Banque du Peuple, réitération de la Banque d'échange. D'anciens délégués ouvriers de la Commission du Luxembourg apportent leur participation à ce dernier projet, poussant à le rendre plus ambitieux par l'intégration de coopératives de production et de consommation. Proudhon acquiert ainsi une centralité incontestée parmi les ouvriers des corps d'Etat. Mais dans le même temps, son opposition aux démocrates-socialistes l'isole un peu plus dans l'Assemblée, allant jusqu'à une altercation physique avec un des chefs de la Montagne, Félix Pyat, qui le provoque en duel – deux balles sont échangées, sans blessés.

L'œuvre anarchiste d'un prisonnier

Une série d'articles contre Louis-Napoléon Bonaparte, élu président le 10 décembre 1848, vaut au *Peuple* d'être saisi à répétition fin janvier 1849, et finalement à Proudhon d'être arrêté et condamné à trois ans de prison. Il part en Belgique, puis revient incognito en France et décide alors, contre l'avis des militants ouvriers engagés à ses côtés, de dissoudre la Banque du Peuple, mettant fin par là à sa seule réelle participation à un mouvement social collectif. Cette rupture affecte ses relations avec les ouvriers, d'autant qu'il mène ensuite campagne contre la candidature de Jeanne Deroin à l'élection législative, alors qu'elle jouait un rôle fondamental dans le mouvement ouvrier parisien. Au cours de cette polémique, Proudhon révèle sa misogynie profonde, s'aliénant les parties les plus avancées du mouvement ouvrier – une misogynie qu'il théoriserait ensuite dans plusieurs écrits.

Présenté malgré lui comme candidat aux élections de l'Assemblée législative en mai 1849, Proudhon obtient plus de 100 000 voix à Paris, manquant de peu de se faire réélire. Après une courte cavale, il est arrêté le 5 juin 1849. En prison, il alterne selon les circonstances entre la Conciergerie, Doullens et surtout Sainte-Pélagie. Il s'y marie en décembre 1849 avec Euphrasie Piégard, passementière née en 1822, qui s'installe dans un appartement en face de la prison et avec qui il aura quatre filles.

La manifestation du 13 juin 1849 contre l'expédition de Rome aboutit à la suspension de nombreux journaux socialistes ou montagnards, y compris *Le Peuple*, dont les presses sont détruites. Malgré des ventes importantes (il est tiré à 60 000 exemplaires), le journal est alors largement déficitaire, du fait des nombreuses amendes. Il est remplacé par *La Voix du Peuple* à partir du 1^{er} octobre 1849, où Proudhon continue à écrire, dans un sens désormais plus favorable à l'union des forces républicaines. Même si le ton du journal est plus modéré, cette union effraie le pouvoir, qui fait retirer son brevet à son imprimeur. Le 14 mai 1850, la *Voix du Peuple* cesse de paraître, mais est immédiatement remplacée par un autre journal, *Le Peuple de 1850*, qui ne vit que quelques mois.

Notice parue dans Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza (ed.), *Histoire globale des socialismes*, PUF, p. 984-993

Durant son emprisonnement, outre ses articles de journaux, Proudhon écrit trois ouvrages. Dans *Les confessions d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de février* (1849), Proudhon revient sur les événements de février 1848 à juillet 1849, en les mettant en lien avec l'histoire longue de la France depuis 1789. Il mène notamment une critique radicale de la « constitution politique » de la République, fondée sur un suffrage universel à base purement individuelle et abstraite. Il y oppose une « constitution sociale », c'est-à-dire « l'équilibre des intérêts fondé sur le libre contrat et l'organisation des forces économiques ». Ces idées sont reprises et radicalisées dans *Idée générale de la révolution au XIXe siècle* (1851), où Proudhon, prenant le contrepied de l'extrême gauche et des socialistes, rejette le gouvernement direct et l'association des travailleurs, deux idées ayant gagné en puissance les mois précédents. Il défend la réciprocité, incarnée dans le contrat, comme base unique de l'organisation sociale, faisant enfin advenir le régime industriel.

Pour prolonger cette œuvre théorique sur l'idée de la révolution, Proudhon commence à travailler sur l'histoire de la Révolution française, surtout à partir de Michelet, et plus généralement de l'histoire des soulèvements populaires. Mais le coup d'Etat de Bonaparte amène Proudhon à se lancer dans la rédaction d'un livre de circonstance, *La Révolution sociale démontrée par le coup d'état du 2 décembre*. Prenant apparemment le contrepied de ses deux ouvrages précédents, ouvertement anarchistes, il y enjoint Bonaparte de devenir le porte-étendard de la révolution sociale. Si ce n'est en rien un livre de ralliement à l'Empire, son ambiguïté lui permet d'être autorisé à la publication en juillet 1852, et il connaît un réel succès – tout en élargissant le fossé avec les Montagnards.

Sous l'Empire, un penseur isolé

Proudhon, sorti de prison depuis le 4 juin 1852, se lance dans deux projets. D'une part, il travaille à la publication d'un ouvrage d'économie politique, jamais achevé, mais devant prolonger un petit livre publié en 1853 sous le titre *Philosophie du Progrès*. D'autre part, avec le révolutionnaire Aloysius Huber, sortant de prison comme lui, il se lance dans un projet de concession de chemin de fer. Le projet échoue, la concession étant remportée par les Pereire, des banquiers saint-simoniens caractéristiques de ce que Proudhon appelle la « féodalité industrielle », qui connaît sous le Second Empire une ascension rapide. Il tire de l'expérience un ouvrage sur la réforme des chemins de fer, dont la réception est nulle, contrairement à un autre publié anonymement en décembre 1853 (Proudhon le signera à partir de la troisième édition, en 1857), le *Manuel du spéculateur à la Bourse*, coécrit avec Georges Duchêne. Si le gros de l'ouvrage est composé de renseignements souvent précis sur les banques et sociétés par actions, l'introduction est une charge en règle contre la spéculation, et la conclusion une dénonciation de la féodalité industrielle, à laquelle Proudhon oppose une « démocratie industrielle » dont il annonce l'avènement prochain.

Une biographie à charge écrite en 1855 pousse Proudhon à réagir par ce qui va devenir son ouvrage le plus long, sinon le plus abouti, en ce qu'il vient résoudre l'aporie de l'individualisme auquel *Idée générale* aboutissait. *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise* (1858) est une série d'études de philosophie morale principalement dirigées contre l'Eglise et sa prétention à diriger les consciences et à incarner la justice. Proudhon y oppose une conception de la justice immanente à la société elle-même et à son développement historique. Le livre est saisi dès sa sortie, et Proudhon, suite à un nouveau procès, est condamné à trois ans de prison – pour y échapper, il quitte la France pour la Belgique en juillet 1858. Isolé, il y écrit un livre portant sur les rapports entre les nations, *La Guerre et la paix, recherches sur le principe et la constitution du droit des gens* (1861). Proudhon y fait l'apologie du conflit, et met en lumière le rôle de la guerre dans l'histoire comme étant tout à la fois ce qui produit les pires désastres et ce qui permet l'édification des civilisations. Si la conclusion de Proudhon est que le temps des guerres est révolu, la réception y voit surtout une défense du droit de la force, ce qui fait scandale. Pourtant, les textes suivants de Proudhon montrent son opposition résolue à la guerre, y compris lorsqu'elle est faite au nom de la souveraineté des peuples. Il publie en

Notice parue dans Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza (ed.), *Histoire globale des socialismes*, PUF, p. 984-993

effet en 1862 une série d'écrits s'opposant, à rebours de la plupart des républicains, aux luttes que mènent les Italiens et les Polonais au nom du principe des nationalités. Une sortie malheureuse sur les risques que ce principe pourrait faire peser sur l'indépendance de la Belgique lui vaut en septembre 1862 d'être l'objet de manifestations devant son domicile bruxellois, le poussant à revenir en France, où il avait été amnistié en décembre 1860. Au principe des nationalités, il commence à opposer celui de fédération, dans *La Fédération et l'Unité en Italie* (1862) puis *Du Principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution* (1863). Il y fait le lien entre ses réflexions sur les questions internationales et celles, plus anciennes, sur l'économie, pour proposer une réorganisation générale des sociétés par le principe de fédération : à une fédération politique fondée sur la commune, correspond une fédération agricole-industrielle dont l'unité est l'atelier. Le fédéralisme, à côté du mutuellisme, devient le principe fondamental de la pensée du Bisontin.

A l'approche des élections législatives de mai 1863, Proudhon se prononce pour l'abstention dans *Les démocrates assermentés et les réfractaires*, puis pour le vote blanc. Le *Manifeste des Soixante*, qui paraît en février 1864, défend au contraire le principe de candidatures ouvrières aux élections complémentaires. Proudhon est directement sollicité par un groupe d'ouvriers pour donner son avis. Il le fait d'abord par une « lettre aux ouvriers » datée du 8 mars 1864, dans laquelle il dit que s'il partage la revendication des ouvriers d'être représentés, il pense que cela ne saurait se faire dans le cadre du système électoral impérial. Cette idée posée, il la développe dans *De la capacité politique des classes ouvrières*, où il défend la perspective, pour les ouvriers, non d'une participation aux élections, mais d'une séparation, en tant que classe, avec le système, pour la réalisation autonome de ce qui est son idée : la mutualité. Cet ouvrage reste inachevé et se trouve terminé et publié de manière posthume par Gustave Chaudey, car Proudhon meurt le 19 janvier 1865. Il constitue un véritable testament politique de Proudhon, qui met en forme dans cet ouvrage, écrit directement pour les ouvriers, ce que pourrait être une stratégie socialiste alternative à la fois à l'expérimentation utopique et à la conquête du pouvoir : la création, au sein même du monde du travail, de nouveaux rapports entre travailleurs, fondés sur la réciprocité, en vue de la réalisation de leur propre émancipation. La conjonction de sa publication avec les débats qui commencent à agiter la toute jeune Association internationale des travailleurs donne à la *Capacité* un statut fondateur pour ce qui deviendra le syndicalisme révolutionnaire, donnant à Proudhon une importante influence posthume sur le socialisme.

Bibliographie

Pierre Ansart, *Naissance de l'anarchisme. Esquisse d'une explication sociologique du proudhonisme*, PUF, 1970

Jean Bancal, *Proudhon, pluralisme et autogestion*, Aubier-Montaigne, 1970.

Edward Castleton, « Pierre-Joseph Proudhon, seul contre tous. *Le Représentant du Peuple, Le Peuple, La Voix du Peuple, Le Peuple de 1850* », in Thomas Bouchet, Vincent Bourdeau, Edward Castleton, Ludovic Frobert, François Jarrige (dir.), *Quand les socialistes inventaient l'avenir. Presse, théories et expériences, 1825-1860*, La Découverte, p. 278-292.

Pierre Hautmann, *Pierre-Joseph Proudhon, sa vie et sa pensée*, 3 tomes, Éditions Beauchesne, 1982 et Desclée de Brouwer, 1988.

Anne-Sophie Chambost, *Proudhon l'enfant terrible du socialisme*, Armand Colin, 2009.

Chaïbi Olivier, *Proudhon et la banque du peuple*, Connaissances et savoirs, 2010.

Chantal Gaillard et Georges Navet (dir.), *Dictionnaire Proudhon*, Aden, 2011.

Notice parue dans Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan et Stéphanie Roza (ed.), Histoire globale des socialismes, PUF, p. 984-993

Samuel Hayat, CNRS, CEVIPOF